

Géographie physique, science sociale ?

Intervention de Jacques Lévy, Festival international de géographie de Saint Dié des Vosges, 1999.

La place de la nature dans la discipline géographique n'est pas évidente dans le dispositif épistémologique actuel, au sein duquel l'objet de la géographie tend à devenir la dimension spatiale des sociétés. Cela remet en question l'idée courante selon laquelle la géographie serait la science-carrefour traitant des rapports homme/milieu. Le paradoxe est que ce « privilège » s'est payé au double prix fort d'entraver le développement de la géographie comme science sociale et, symétriquement, de faire manquer à la discipline l'inflexion environnementaliste des sciences naturelles. Peut-on repartir, dans une conception géographique de la nature, du bon pied ?

Cinq mutations

Dans cette perspective, c'est d'abord ce qui a changé dans l'objet, c'est-à-dire dans la relation de l'espace des sociétés à la nature, qu'il convient de placer au centre de nos réflexions. Ces changements portent sur cinq points fondamentaux.

1/ Le basculement essentiel concerne la puissance de la capacité d'action humaine : entre la nature et les sociétés, les forces sont devenues comparables, d'où le risque de transformer la nature sans savoir comment ni vers quoi. D'où la responsabilité, aussi, de corriger nos erreurs, ce qui eût été impensable il y a peu, et même de prévenir les catastrophes dont nous ne sommes pas responsables. L'enjeu n'est pas tant l'opposition naturalisme/productivisme que prédation/production. Il nous faut renoncer à détruire en produisant, sortir définitivement du Néolithique. Or nous n'en sommes pas complètement sortis : l'agriculture industrialisée (« productiviste ») et les industries classiques en font, d'une certaine mesure partie. Et c'est au Paléolithique que la pêche, la chasse et les industries extractives nous renvoient.

2/ La nature a toujours été déchiffrée, lue, représentée par les hommes mais on a longtemps pu considérer ces constructions comme des « superstructures » d'intérêt secondaire, au mieux ethnographique. Avec l'émergence de la conscience écologique, nous comprenons que, de l'idée que nous nous faisons de la nature, dépendent des conséquences considérables, y compris pour la nature elle-même.

3/ L'intégration organiciste (l'homme, un élément au sein de la nature et de la vie) cède la place à une intégration sociétale : c'est la nature qui devient, plus nettement qu'avant, une composante de l'action humaine, ce qui signifie que les sciences sociales doivent s'y intéresser. Cela n'enlève évidemment rien à la pertinence des sciences de la Terre, physiques ou biologiques. Par ailleurs, les ingénieries de l'environnement sont, comme la médecine ou le génie civil, des disciplines mobilisant des connaissances de sciences de la nature pour répondre à des demandes sociales. S'y ajoutent désormais les sciences sociales de la nature et, parmi elles, la géographie humaine de la nature.

4/ La nature est devenue un thème politique majeur dont la géographie physique a peut-être tardé à saisir l'importance. Les climatologues ont eu raison de ne pas céder à certaines rumeurs ou à certaines paniques prématurées sur le « *global change* ». Il est dommage, en revanche, qu'ils n'aient pas pu, pas encore peut-être, combler le déficit culturel de nos

concitoyens en matière d'environnement, ce qui a laissé du champ à des expressions parfois faiblement argumentées. Le fait est que la « conscience écologique » s'installe dans les débats publics à toutes les échelles. À l'échelle mondiale, c'est le domaine où l'injonction à créer des institutions politiques est la plus forte. À l'échelle nationale ou continentale, les conceptions urbaines ou rurales de la nature produisent des lignes de clivage politiques de plus en plus visibles (exemples : qualité de l'eau, protection des sols, chasse, classements des réserves naturelles, etc.).

5/ La géographie n'a ni privilège, ni responsabilité particulière à propos de la nature. Il n'y a d'ailleurs aucune raison pour qu'une géographie (humaine) de la nature ne prenne seulement en compte les espaces naturels tels que se les représentent les différents secteurs de la géographie physique ; la biologie des individus avec leur espace corporel, leur appareil sensoriel, les conséquences géographiques de leur mortalité offre des terrains de recherche tout aussi pertinents. C'est en tant que discipline s'intéressant à la dimension spatiale des sociétés, autrement dit une science sociale parmi d'autres, qu'elle étend sa recherche à la nature. Deux dynamiques récentes la poussent à prendre très au sérieux ces questions. La première est le « bouclage » (selon le mot d'Olivier Dollfus) de la sphère terrestre par la mondialisation : pour la première fois – Tchernobyl (1986) en a été le symbole – il y a coïncidence entre les espaces pertinents respectifs des logiques naturelles et des logiques sociales. La seconde concerne le rôle des représentations de la nature dans les débats sur l'aménagement : entre la conception de la nature et celles de la ville, de l'habitat ou des espaces de loisirs, il y a le même continuum qu'entre ces dernières et les modèles de la vie en société. Ainsi c'est en s'emparant de la lutte contre la pollution que les tenants de l'urbanité à l'européenne réussissent à marquer des points contre le modèle automobile-périurbain. La relation à la nature semble un bon véhicule pour aborder nombre d'enjeux géographiques des sociétés contemporaines.

La géographie parmi les sciences sociales de la nature

C'est donc une recomposition complète de la place de la nature en géographie. La posture d'Augustin Berque, qui arrive à proposer de nouveaux concepts en ce domaine (*médiance*, *trajection*) à partir d'une démarche d'anthropologie comparée Japon/Occident est significative. Dans la géographie contemporaine, la nature n'a plus rien à voir avec l'ancienne promiscuité lamarckienne. Le récent ouvrage de Jean-Paul Ferrier montre une recomposition spectaculaire des généalogies intellectuelles de la relation des géographes à la nature : réintégration partielle des travaux de la géomorphologie, de la climatologie et de la biogéographie ; expropriation des acquis des écologues ; lecture attentive des réflexions des autres sciences sociales et de la philosophie sur les rapports sociétés/nature. Par ailleurs, après les démarches pionnières d'un Charles-Pierre Péguy ou d'un Georges Bertrand, un nombre significatif de climatologues, géomorphologues et biogéographes tendent à se définir comme spécialistes de l'« environnement ». Il s'agit alors de s'intéresser aux relations société/nature en se plaçant délibérément du côté des hommes, d'où l'expression, proposée par Jean-Pierre Marchand de « géographie physique, science sociale ».

Sans volonté d'exclure d'autres démarches notamment celles, nécessaires, d'inspiration à dominante naturaliste, la géographie prend sa place parmi les « sciences sociales de la nature ». Cela peut permettre de nouvelles rencontres, de nouvelles interactions au sein de l'enveloppe institutionnelle « Géographie », qui demeure fortement présente dans les universités et qui, sans retour en arrière, peut devenir ou redevenir un cadre d'échanges intellectuels utiles.

Quelques références.

Augustin Berque, *Etre humains sur la terre*, Paris, Gallimard, 1996.

Olivier Dollfus, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

Jean-Paul Ferrier, *Le contrat géographique ou l'habitation durable des territoires. Antée 2*, Lausanne, Payot, 1998.

Jacques Lévy, *Le tournant géographique*, Paris, Belin, 1999.

Jacques Lévy (1952-), ancien élève de l'école normale supérieure de Cachan, est professeur à l'Université de Reims et à l'Institut d'études politiques de Paris. Il dirige l'équipe de recherche VillEurope. Animateur de la revue *EspacesTemps*, il est conseiller de la revue *Pouvoirs Locaux*. Il a notamment publié *Révolutions, fin et suite* (avec P. Garcia et M.-F. Mattei, 1991), *Géographies du politique* (dir., 1991), *Le monde : espaces et systèmes* (1992, avec M.-F. Durand et D. Retailé), *L'espace légitime* (1994), *Egogéographies* (1995), *Le monde pour Cité* (1996), *Europe : une géographie* (1997), *Mondialisation : les mots et les choses* (dir., avec le groupe Mondialisation du Gemdev, 1999), *Le tournant géographique* (1999).